



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La coopération entre exploitations

Citer ce document / Cite this document :

La coopération entre exploitations. In: Économie rurale. N°132, 1979. pp. 52-56;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1979.2650>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1979_num_132_1_2650

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LA COOPÉRATION ENTRE EXPLOITATIONS
DE L'AGRICULTURE DE GROUPE AUX OLIGOPLES DE PRODUCTEURS

**COOPERATION BETWEEN FARMERS FROM GROUP FARMING
TO PRODUCERS OLIGOPOLIES**

Deuxième Congrès Européen des Economistes Agricoles

Compte rendu du groupe de discussion

Ph. NICOLAS

Institut National de la Recherche Agronomique

Animateurs : Professeur S. Krasovec, Yougoslavie, MM. Carl Utterström, Université Suédoise de Sciences Agricoles, Département d'Economie et Statistique, Uppsala, Suède, et Philippe Nicolas, INRA.

— *Documents soumis à la discussion* : Dr Ferenc Vagi, Professeur d'Economie Rurale, Université Karl Marx de Sciences Economiques, Département d'économie rurale. H - Budapest IX, Dimitrov t. 8 Hongrie. — *Incitation au développement et croissance des entreprises agricoles en Hongrie.*

— Carl Utterström. — *Organisation démocratique des membres des grandes coopératives agricoles.*

— Philippe Nicolas. — *Note sur les conditions de formation et de développement du mouvement coopératif dans l'ensemble agro-alimentaire.*

Les rapports de C. Utterström et Ph. Nicolas ont également été présentés en séance plénière à la suite de l'exposé de M.T. Meulenberg.

1. La première partie des débats a été marquée par des communications substantielles portant :

a) sur la place et le rôle des coopératives agricoles en Yougoslavie (Professeur S. Krasovec et Wladimir Stipevic) et en Pologne (Professeur Kolbusz) ;

b) sur la situation des groupements d'exploitation en Espagne (Vasquez) ;

c) sur les différences de comportement des coopératives agricoles et des autres entreprises dans l'économie agro-alimentaire française (M. J.-F. Brossaud, Directeur Adjoint de la CNMCCA (1), France). Soulignant les caractères spécifiques des coopératives, l'auteur de cette intervention reprend et critique certaines déclarations faites en séance plénière sur l'intégration verticale en agriculture.

On trouvera en annexes n° 1 et 2, résumées par leurs auteurs, les interventions de MM. W. Stipevic et J.-F. Brossaud.

2. La discussion s'est ensuite engagée sur les rapports volontaires de MM. Ferenc Vagi et Carl Utterström.

a) L'étude du Professeur Vagi porte sur les conditions de la rémunération des travailleurs et de l'accumulation du capital dans les coopératives agricoles et les fermes d'Etat en Hongrie. La diminution de la rentabilité des investissements au cours de l'industrialisation de l'agriculture (notamment entre 1968 et 1975), et l'affaiblissement corrélatif de l'incitation des entreprises au développement, posent actuellement un problème fondamental à l'agriculture hongroise. Cette étude a été présentée et commentée par son auteur et par le Dr Gzaki ;

b) M. Carl Utterström a présenté les principales conclusions de quatre études qu'il a réalisées sur le comportement et la participation des adhérents dans les coopératives de grande taille.

Il apparaît que l'opinion des coopérateurs sur leurs coopératives, leur degré de participation aux assemblées générales, et la nature des relations qu'ils entretiennent avec les dirigeants des coopératives, ne dépendent pas de la taille de ces dernières, mais de la nature de leurs activités et de leur mode d'organisation interne (Cf. résumé en annexe n° 3).

Ces conclusions ont été largement commentées au sein du groupe G, la discussion portant notamment sur les formes de la représentation démocratique des sociétaires, ainsi que sur la formation des agriculteurs, et en particulier des administrateurs. Formation indispensable pour un contrôle démocratique effectif de la gestion des grands groupes coopératifs.

3) La dernière partie des débats a été consacrée à la note de synthèse présentée par M. Philippe Nicolas.

(1) Confédération Nationale de la Mutualité, du Crédit, et de la Coopération agricole.

L'auteur s'est efforcé de réunir dans un ensemble cohérent un certain nombre de remarques et d'hypothèses sur les conditions de formation et de développement des coopératives agricoles, à partir d'agricultures familiales, dans les sociétés industrielles en économie de marché (cf. reproduction de la note en annexe n° 4).

La discussion a porté notamment sur les caractères spécifiques de ces coopératives, le renforcement de leurs liens avec les exploitations agricoles, leur rôle dans l'économie et la politique agro-alimentaires leur expansion actuelle dans les ensembles nationaux, et le développement des relations coopératives internationales (formation

de réseaux et constitution de groupes coopératifs multinationaux).

**

Enfin, on ne saurait trop souligner en conclusion, que le succès de cette rencontre est dû en large partie au dévouement et à l'efficacité de M. C.H. Rosenfeld (Wye College, Ashford, Angleterre) qui a accepté d'assurer pendant toutes les réunions du groupe G, la traduction simultanée des interventions en français et en anglais, ainsi qu'en polonais lors de la communication du Professeur Kolbusz.

ANNEXE 1

Intervention du Dr. W. STIPETIC

Université de Zagreb

Le Dr. Wladimir Stipetic, de l'Université de Zagreb, a présenté une courte communication sur le rôle de la coopération dans l'agriculture yougoslave. Cette dernière a été très dynamique après la 2^e guerre mondiale, à en juger par son taux de croissance annuel (3,6 %) au cours des trente dernières années.

L'agriculture yougoslave a deux aspects :

- d'une part, de très vastes exploitations sociales, intensives en capital et très efficaces, représentent 5 % de la force de travail en agriculture, 16 % des terres cultivables, 32 % du produit total et 47 % de la production marchande. Leur taux de croissance est de 10 % entre 1955 et 1976 ;
- d'autre part 2,6 millions de fermes privées ont une surface moyenne qui avoisine 3,9 ha.

Un très lourd exode rural après la 2^e guerre mondiale a réduit de moitié la population agricole. Les terres de ceux qui sont partis à la ville ont été vendues, soit aux exploitations sociales, soit aux agriculteurs restés à la terre.

On trouve la coopération sur beaucoup d'exploitations : ce sont surtout des coopératives de commercialisation, mais une part d'entre elles sont concentrées sur la production. Nombre de firmes agro-industrielles, de combinats, etc. possèdent des services spécialisés pour coopérer avec les agriculteurs. Dans toutes les exploitations les coopérateurs ont les mêmes droits que les autres travailleurs, participant pleinement à leurs Assemblées et à leurs conseils.

Pour la politique agricole, la coopération a été un instrument extrêmement utile, permettant de transférer au monde paysan la technologie la plus moderne.

Dr. Wladimir Stipetic (University of Zagreb) gave a brief communication describing cooperation in Yugoslav agriculture.

He said that Yugoslav agriculture was very efficient after World War II, judging by the rate of growth which was 3,6 % yearly (and 2,5 % on per capita basis) for the past thirty years.

It is a dualistic agriculture.

On one side there are socially-owned large scale farms capitally intensive and very efficient. With 5 % of the labour force in agriculture, with 16 % of arable land, they are producing 32 % of total output and 47 % of marketable surplus. Rate of growth was for them 10 % (for the period 1955-1976).

On the other side, there are 2,6 millions of private farms (census 1969) averaging 3,9 hectares of land per farm. There was a heavy rural exodus in the after world war, almost halving agricultural population. The land of those who went to cities, was sold or to the socially owned farm or to those who remained on the land.

Cooperation exists in many farms : majority of cooperatives are mainly in marketing, part of them concentrated on the production. Many agroindustrial firms, agrocombinates and others are having special branches for cooperation with peasants. In all farms cooperators have their workers right, participating fully in workers managements.

For agricultural policy, cooperation was an extremely useful tool for the transfer of the most modern technology to the peasantry.

ANNEXE 2

Intervention de J.-F. BROSSAUD

CNMCCA

Au cours des débats, une assimilation un peu trop rapide a été faite entre secteurs privé et coopératif à propos de l'intégration. On ne peut en effet assimiler l'intégration verticale entre producteurs et entreprises privées, et la relation qui existe entre les producteurs adhérents à une coopérative et les différents services de la coopérative. Il y a non seulement une différence d'essence, mais également une différence de finalité.

Certains se sont demandé si véritablement la coopération apportait des avantages supplémentaires au producteur notamment en matière de prix. On doit pourtant admettre que la plupart du temps la coopérative a joué un rôle moteur dans le niveau de rémunération des producteurs ; le secteur privé s'est aligné sur les prix pratiqués par la coopération, à plus forte raison quand des ententes se

sont effectuées entre les différents partenaires professionnels au niveau de la région.

On peut souligner également la sécurité que représente la coopérative pour le producteur. Elle ne risque pas de déménager et d'aller investir ses capitaux dans d'autres régions ou vers d'autres secteurs d'activité jugés plus rémunérateurs (on constate actuellement ce désengagement du secteur privé).

En revanche, l'attitude de la coopération face à la concentration des secteurs de distribution semble avoir été insuffisamment évoqué. Cette concentration conduit parfois les coopératives à se livrer une concurrence pour arracher les marchés, ce qui n'est pas acceptable, mais nécessite un contrôle plus effectif des pratiques commerciales de la distribution.

ANNEXE 3

ORGANISATION DEMOCRATIQUE DES MEMBRES DES GRANDES COOPERATIVES AGRICOLES

Carl UTTERSTRÖM

The Swedish University of Agricultural Sciences, Department of Economics and Statistics

Uppsala, SUEDE

Résumé :

Depuis dix ans, les coopératives agricoles se sont développées en taille et en complexité. Beaucoup de gens s'en inquiètent, doutant que les agriculteurs-membres puissent garder influence et contrôle sur leurs vastes coopératives.

En Suède, il existe d'importantes coopératives depuis assez longtemps. Les membres, les délégués élus et les directeurs en ont donc l'expérience.

Quatre études, résumées ici, ont été menées en vue d'étudier les comportements des membres : ceux des coopératives d'approvisionnement sont plus critiques envers leurs coopératives que les membres des coopératives de commercialisation. Et les membres qui ont une plus faible production agricole sont plus favorables que ceux dont la production est plus élevée.

De plus, la participation des membres aux réunions dans 26 firmes coopératives a été analysée pour la dernière décennie. S'il n'y a pas de différence entre petites et grandes coopératives, la participation aux réunions varie beaucoup selon les types de coopératives ; la plus faible se trouve dans les coopératives d'approvisionnement, la plus forte dans les coopératives laitières. De plus en plus d'agriculteurs participent aux assemblées annuelles des membres. Dans les années 70, en Suède, l'assistance aux réunions a augmenté de 0,4 % par an.

Les résultats de ces études montrent que les grandes coopératives peuvent avoir une organisation aussi démocratique que les petites coopératives. Le facteur le plus déterminant pour cet esprit démocratique à l'intérieur de la coopérative, est la façon dont ses directeurs perçoivent l'importance du rôle démocratique des membres. Une « direction démocratique » entraîne une organisation des membres coordonnée et bien structurée, elle réalise un bon programme de relations entre les membres.

Summary :

MEMBER DEMOCRACY IN LARGE AGRICULTURAL COOPERATIVES

Agricultural cooperatives have increased in size and complexity during the last decade. Many persons have followed this development with concern and expressed doubts that farmers-members can influence and control their large cooperatives.

Large-scale cooperatives have now been in operation in Sweden for a number of years, and both members, elected delegates and managers have experiences of and knowledge about these cooperatives.

The results of four studies of members attitudes towards their large cooperatives are summarized in this paper. A large majority of the members has positive attitudes towards the cooperatives. Members in farm supply cooperatives are more critical of the cooperatives than members are in marketing cooperatives. And members with smaller agricultural production are more positive towards the cooperatives than members with larger production.

Furthermore, member participation at meetings of 26 cooperative firms has been analysed for the last ten years period. It was found that there is no difference in members' participation at meetings between large and small cooperatives, but that there are significant differences in members participation between different types of cooperatives. Farm supply cooperatives have the lowest participation, and dairy cooperatives the highest. Relatively more and more farmers participate at annual member meetings of the cooperatives. During the 1970's in Sweden the attendance at meetings has increased with 0.4 per cent units per year.

The findings, therefore, indicate that large cooperatives may have as good member democracy as smaller cooperatives. The most important single factor determining the state of the internal democracy of a cooperative is the way the leaders of the cooperative perceive the importance of member democracy. A « democratic leadership » creates a well organized and structured membership organization and executes a planned and comprehensive member relation program.

ANNEXE 4

Note sur les conditions de formation et de développement du mouvement coopératif dans l'ensemble agro-alimentaire

Philippe NICOLAS

Maitre de Recherches à l'INRA

1. Au sein des sociétés industrielles en régime capitaliste, les coopératives agricoles se sont formées dans la seconde moitié du 19^e siècle, à partir d'une agriculture familiale.

Par la suite, le développement du mouvement coopératif s'est avéré indissociable de la persistance du caractère familial des exploitations agricoles. Conséquence directe de cette persistance, il en devient aussi l'une des causes. Il permet en effet aux agriculteurs de s'adapter aux changements de leur environnement, sans perdre les caractères spécifiques de leurs exploitations.

2. Mais ce lien organique permanent entre coopération et agriculture donne aux sociétés coopératives soumises elles-mêmes à des règles de constitution et de fonctionnement conformes aux principes coopératifs (1) des caractères qui les différencient des autres entreprises de l'ensemble agro-alimentaire. Les principaux sont les suivants :

- spécialisation fonctionnelle relative : la coopération étant, par rapport à l'ensemble des autres entreprises, d'autant mieux représentée dans une activité, que cette dernière est plus proche de l'exploitation agricole. Néanmoins une progression « verticale » se poursuit à l'aval, comme à l'amont (spécialement en Amérique du Nord) ;
- spécialisation spatiale relative : la coopération étant, par rapport à l'ensemble des autres entreprises, mieux représentée dans les régions défavorisées par leurs conditions sociales et naturelles ;
- accumulation plus difficile du capital, à la fois en raison de la nature des sociétaires (agriculteurs), et en raison des spécialisations fonctionnelles et spatiales relatives.

3. Il existe donc des lois de développement spécifiques du mouvement coopératif dans le domaine agro-alimentaire, qui résultent à la fois de ces particularités, et des modifications (étudiées notamment par M. T.G. Meulenbergh, dans son rapport au 2^e Congrès Européen des Economistes Agricoles) de l'environnement des sociétés coopératives.

(1) Cf. Alliance coopérative internationale (ACI), Congrès de Vienne, 1966.

4. Pour saisir ces lois de développement, il convient d'étudier non seulement les entreprises coopératives, unions ou groupes de coopératives, mais également la « coopération agricole », c'est-à-dire l'ensemble plus ou moins structuré formé par les coopératives, unions et groupes coopératifs d'un pays, voire de plusieurs pays.

Il existe en effet des organes communs à toutes les coopératives d'une branche, d'une région (en France : Fédération), ou d'une nation (en France : Confédération), dont le rôle s'accroît au cours du développement, avec la structuration de l'ensemble coopératif. Le cas limite est actuellement présenté par la coopération suédoise.

5. L'une des lois du développement coopératif est le renforcement des liens entre les exploitations agricoles et les sociétés coopératives. Les interventions de ces dernières dans la production agricole, par des actions dites « de développement », s'accroissent et s'amplifient. La cohésion et la structuration de l'ensemble « agriculture-coopération » s'accroît.

On assiste alors à un processus de socialisation souple et volontaire, qui est l'une des formes de la concentration des entreprises dans le secteur agricole.

Ce phénomène apparaît clairement si, loin de considérer les exploitations agricoles isolément dans leur environnement industriel, on les replace, au contraire, au sein du réseau de plus en plus dense des relations qu'elles ont établies entre elles.

6. Instrument de la conservation, mais aussi de la modernisation des exploitations familiales, la coopération agricole devient ainsi l'une des composantes irréductibles de systèmes agro-alimentaires composites, dont elle contribue à assurer la cohérence et le fonctionnement. Elle est plus généralement encore l'un des instruments du développement contrôlé d'une agriculture familiale au sein d'une société industrielle capitaliste. Mais elle ne saurait évidemment à elle seule, prendre en charge l'ensemble de la politique agro-alimentaire.

Il faut cependant se demander, à la suite des retraits ou des hésitations persistantes du capital financier dans certains domaines agro-alimentaires (et tout particulièrement dans l'industrie laitière), si l'expansion de la coopération agricole n'est pas nécessairement liée au fonctionnement

particulier de l'économie libérale dans ces secteurs (placés entre la production agricole et la consommation alimentaire), et ne constitue pas, par conséquent, l'une des évolutions inéluctables des sociétés industrielles capitalistes pourvues d'une agriculture familiale.

7. Enfin, l'accroissement de l'activité internationale des coopératives s'exprime non seulement par la multiplication des échanges de produits et de technologies, mais aussi par l'émergence des sociétés coopératives multinationales, créées parfois sous l'égide de l'ACI, qui constituent dans la période actuelle la réponse nécessaire du système coopératif au développement des entreprises multinationales. Cette extension des mouvements coopératifs nationaux leur pose naturellement des problèmes spécifiques et difficiles.

8. Outre ces relations internationales entre coopératives d'un même secteur, on peut observer des relations coopératives intersectorielles importantes entre les institutions financières (Crédit, Mutualité) et les coopératives agricoles, faibles ou marginales entre ces dernières et les coopératives de consommateurs, sauf pour l'approvisionnement en commun. Il existe même des groupes coopératifs à la fois internationaux et intersectoriels.

9. Au total, on entrevoit dans l'ensemble des sociétés industrielles en économie de marché, l'ébauche d'un système coopératif global, présentant certaines ramifications avec les coopératives des pays socialistes et des pays en développement.

REFERENCES :

1. Philippe NICOLAS. — Différenciation et expansion de la coopération agricole dans l'économie agro-alimentaire. *Economie Rurale* n° 121, septembre-octobre 1977.
2. Philippe NICOLAS. — Diversification and expansion of agricultural co-operation in the agricultural food economy. « Year Book of Agricultural Co-operation 1978 ». The Plunkett Foundation for co-operatives Studies, 31 St-Giles, Oxford, OX1 3 LF England (Grande-Bretagne) and The International Co-operative Alliance, 11 Upper Grosvenor Street, London W1X 9 PA.